

Le développement du Niger face au défi du nombre Pour des enfants mieux soignés et mieux éduqués

Aujourd'hui, une politique englobant promotion de l'éducation, amélioration de la santé de la mère et de l'enfant, élévation du statut de la femme et efforts directs de maîtrise de la fécondité est la condition sine qua non du développement du Niger. Les partenaires techniques et financiers du pays sont aux côtés de son gouvernement pour la mettre en œuvre.

La population du Niger à la croisée des chemins
Au XVIII^e siècle en Europe a commencé la transition démographique, au cours de laquelle les pays passent par étapes d'une population à mortalité et natalité élevées, à une population à mortalité et natalité faibles, la baisse de la mortalité précédant celle de la natalité. Depuis lors, l'ensemble de la planète suit peu ou prou le même chemin, mais à des rythmes divers, ceci avec parfois de graves conséquences : un trop long retard dans la baisse de la natalité est à l'origine d'une croissance démographique non soutenable, ceci tout particulièrement dans un milieu géographique peu favorable.

Au Niger, la lutte contre les grandes endémies et l'amélioration des conditions sanitaires, ont permis une baisse, très insuffisante mais réelle, de la mortalité. Après avoir stagné entre 1920 et 1935, la population a doublé entre 1935 et 1965, passant de 1,7 à 3,5 millions en 30 ans. Le second doublement est intervenu en 22 ans, la population ayant atteint 7 millions en 1987. En 2005, elle est estimée à 12,5 millions d'habitants. Sur toute la période, la fécondité est restée très importante : elle est aujourd'hui la plus élevée du monde avec environ 7,7 enfants par femme, et donc supérieure de plus d'un enfant par femme à la fécondité observée au Mali et au Burkina Faso, et de près de 3 enfants à la moyenne africaine. Ceci conduit au taux de croissance également le plus élevé du monde, estimé à 3,3% l'an en 2005. Les projections réalisées par le gouvernement du Niger font apparaître que si les comportements démographiques restent conformes à ce qui a été observé au cours des 20 à 30 dernières années caractérisées par des évolutions lentes, voire pas d'évolutions (scénario dit "tendance"), la population du Niger atteindra 17,3 millions en 2015, 24,1 millions en 2025, puis 55,8 millions en 2050. Or, la situation actuelle le montre, une telle évolution serait potentiellement dramatique.

Le prix d'une croissance démographique non maîtrisée

Le grand démographe Alfred Sauvy a forgé le concept d' "investissements démographiques" qui recouvre l'ensemble des investissements nécessaires au simple maintien du niveau de vie d'une population croissante. Utilisant ce concept, l'économiste Paul Bairoch a montré que la croissance exceptionnelle de la population de certains pays du tiers monde les plaçant dans une situation plus difficile que celle de l'Europe de la révolution industrielle : selon ses calculs, avec une croissance démographique de 2,7 % par an, les pays du tiers monde, pour obtenir un maigre taux de croissance de 1% du revenu par habitant, doivent consentir un effort d'investissement calculé en pourcentage du Produit intérieur brut près de trois fois supérieur à celui fourni par les économies occidentales pour assurer leur croissance très soutenue au XIX^e siècle.

Une remarquable étude publiée par la Banque Mondiale a clairement mis en évidence l'étendue des problèmes auxquels le Niger se trouve confronté, dans le contexte géographique qui est le sien, s'il veut non seulement maintenir, mais améliorer le niveau de vie de sa population en croissance très rapide. Sur les 40 dernières années, la production agricole du Niger a cru à un taux inférieur à celui de la population, et ce sur un mode extensif par mise en culture de terres nouvelles, et non par augmentation de la productivité. Bien au contraire, la mise en culture de terres rendues moins fertiles par la sécheresse et l'abandon des jachères a entraîné une baisse considérable des rendements céréaliers, estimée à 20% entre 1961 et 2001. Cette extension des zones de culture a été à l'origine d'une montée des conflits agriculteurs-éleveurs, lourds de pertes en vies humaines.

Dans ce contexte, compte tenu des limites physiques et économiques au développement de la production agricole, nourrir les Nigériens requerra des importations croissantes qui exigeront un effort considérable pour un pays qui ne veut pas devenir chroniquement dépendant de l'aide alimentaire.

Le défi est également immense dans les secteurs sociaux. Le Niger s'est fixé des objectifs ambitieux de scolarisation au travers d'un Plan décennal de développement de l'éducation (PDDE 2003-2013), et d'amélioration de la santé de ses populations, au travers d'un Plan de Développement Sanitaire (PDS 2005-2009). Aujourd'hui la population du Niger est pour moitié âgée de moins de 15 ans. Dans le scénario tendanciel, ce ratio ne diminuera que très légèrement. Il n'est guère difficile d'imaginer l'ampleur des besoins en matière de

santé et d'éducation de 25 millions de moins de 15 ans en 2050. Combien d'écoles à construire, d'instituteurs et de médecins à former, par prélèvement sur les revenus d'une population adulte active qui représenterait une trop faible part de la population totale ! Un chiffre parmi d'autres, cité dans l'étude de la Banque mondiale, montre l'impasse à laquelle conduit le scénario tendanciel : pour atteindre en 2050 le taux recommandé par l'OMS d'un médecin pour 10.000 habitants, il faudrait 25 fois plus de médecins qu'aujourd'hui au Niger ! L'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) devient hors de portée, fût-ce à un horizon lointain.

Le Premier ministre du Niger, M. Hama Amadou, a résumé la situation dans une phrase forte à l'occasion de sa déclaration de politique générale du 28 mai 2005 : " La première (des) difficultés, qui contrarie toutes nos ambitions, est, sans conteste, la croissance démographique débridée de 3,3% de la population nigérienne,.... sur laquelle viennent se briser, année après année, tous les efforts que nous déployons afin de rattraper le retard intolérable qu'affiché le Niger sur tous les plans "

Les OMD peuvent paraître bien théoriques au plus grand nombre ; mais à contrario, les drames favorisés par les tensions économiques et sociales nées d'une croissance démographique non maîtrisée et d'une place insuffisante accordée aux plus jeunes, sont hélas bien réels : n'oublions pas que parmi les origines du génocide rwandais et des massacres du Darfour, la course à une terre trop rare est fréquemment citée. De même, l'importance de la mobilisation comme enfants soldats des jeunes ruraux dans les conflits de la région du fleuve Mano est largement attribuée à leur difficulté à trouver une place dans la société.

Un consensus International pour l'action

Un consensus pour l'action s'est dégagé progressivement entre la conférence internationale sur la population de Bucarest de 1974 et la conférence du Caire de 1994. La première avait vu s'opposer un bloc occidental favorable à une politique active de contrôle des naissances et un bloc du Sud conduit par l'Algérie, pour qui " la meilleure politique, c'est le développement ". Lors de la conférence du Caire, au Plan d'Action de laquelle le Niger a souscrit, Nord et Sud se sont accordés sur une approche intégrée des problèmes de population et de développement : l'augmentation du niveau de vie, l'amélioration de la santé de la reproduction et l'éducation des filles favorisent une meilleure maîtrise de la démographie, et inversement, des actions volontaristes de contrôle des naissances sont nécessaires pour que les trois conditions précitées se réalisent. C'est sans doute la Chine qui incarne le mieux, voire caricature, cette évolution : il y a un abîme entre la politique actuelle de l'enfant unique et le célèbre slogan " une bouche égale deux bras " de Mao Zedong à l'époque du " grand bond en avant " (1958-1962), qui conduisit au désastre économique que l'on sait. Sur tous les continents, dans des pays de culture et de niveau de développement différents, des politiques de promotion de l'éducation des filles, d'amélioration de la santé de la mère et de l'enfant mais aussi de planification familiale ont été menées avec succès. Non, la très grande pauvreté n'est pas un obstacle infranchissable à la mise en œuvre de ces politiques, le cas du Bangladesh en témoigne ; pas plus, l'Islam n'est un obstacle, les cas de la Tunisie, de l'Iran et de bien d'autres pays en témoignent également.

Quelle voie pour le Niger ?

Le gouvernement du Niger et ses partenaires se sont inscrits progressivement dans l'approche intégrée promue par la conférence du Caire évoquée plus haut : l'amélioration de la santé de la reproduction considérée comme un droit et incluant un meilleur accès à la contraception, ainsi que la promotion de la scolarisation des filles sont des axes majeurs du PDS et du PDDE.

Le financement du PDS requerra 259,4 milliardsMrd FCFA. Les premiers contributeurs du fonds commun créé en vue de son financement sont la Banque Mondiale et l'AFD, à travers des aides programmes de respectivement 25M\$ et 15 M ; ils ont vocation à être rejoints par d'autres bailleurs. Le FNUAP met en œuvre au Niger un programme de 17,1M\$, dont 60% consacré à la Santé de la reproduction, sur 2004-2007, et inscrit désormais son action dans le cadre partenarial adopté en 2005.

Le premier programme en volume du Plan d'action quinquennal est le programme national de santé de la reproduction, d'un montant de 94,8 Mrd FCFA sur la période. Il contribuera à réduire la mortalité des enfants de moins de 5 ans (ODM 4) et à améliorer la santé maternelle (ODM 5).

Ce programme a été élaboré avec l'appui de l'Office National -Tunisien- de la Famille et de la Population (ONFP) sur financement conjoint de l'AFD et du FNUAP. L'action de l'ONFP a permis à la Tunisie d'être

campagnes.

Enfin, il convient de souligner que la protection de la mère et de l'enfant revêt une importance particulière en cas de crise, alimentaire notamment, où les plus faibles sont touchés. Le système de santé doit être complété par des dispositifs spécifiques activables face à des situations exceptionnelles. Dans cet esprit, le Ministère de la Santé et les bailleurs pilotés par l'AFD et le FNUAP ont élaboré le schéma institutionnel et financier d'un " Fonds de Solidarité Santé de Proximité " visant à instaurer un système de tiers-payant pour les femmes enceintes et les enfants de moins de 5 ans dans les régions où une crise viendrait affecter tout particulièrement les revenus des ménages.

Dans le cadre du PDDE désormais bien lancé, avec un fort soutien de la communauté internationale qui financera plus du tiers des 190,3 Mrd milliards FCFA requis pour le développement de l'éducation de base sur la période 2006-2008, un effort tout particulier sera nécessaire pour le rattrapage de la scolarisation des filles, car l'amélioration globale du taux de scolarisation recouvre une inégalité persistante : leur taux de scolarisation est aujourd'hui de 43%, contre 62% pour les garçons.

Le grand historien Philippe ARIES, analysant de la France de l'ancien régime, a montré que la place de l'enfant dans la famille n'était pas un fait de nature, mais se construisait historiquement. Le très jeune enfant, qui avait des chances de survie limitées, ne comptait guère jusqu'à la fin du XVIII^e siècle : " J'ai perdu deux ou trois enfants au maillot, non sans fâcherie, mais sans chagrin excessif " écrivait Montaigne. Cette étape de la prime enfance passée, il accédait directement à une condition d'adulte et bénéficiait d'un apprentissage " sur le tas ". Ce n'est qu'au XVIII^e siècle que l'enfance fut reconnue comme une étape distincte et valorisée de la vie, et que la notion moderne d'éducation prit corps. Dans un contexte économique, technique et culturel bien différent, la construction d'une position nouvelle pour l'enfant est aujourd'hui notre but commun au Niger. Le gouvernement du Niger et les partenaires au développement, qui ont fait de l'éducation et de la santé de la reproduction leur première priorité, entendent donner à l'enfant la valeur qui doit être la sienne dans une société qui a choisi la voie du développement. Le chemin sera difficile ; nous en appelons à la mobilisation de tous, simples citoyens, leaders religieux et chefs traditionnels, et comptons sur l'impulsion décisive qui doit venir des élus de la nation.

Jean-Michel Severino (Directeur Général de l'Agence Française de développement)